

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Assemblée Plénière du samedi 30 mars 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 19  
Procuration(s) : 5  
Absent(s) : 2  
Nombres de votants : 24  
Votes pour : 24  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : vendredi 15 mars 2024

**DELIBERATION N°DL\_AP2024\_0012**

**Relative à l'avis du Conseil départemental sur le projet de décret portant modification des critères d'éligibilité du passeport pour la mobilité des études**

L'an deux mille vingt-quatre, le trente mars, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD

**Conseiller(s) départementaux représentés :**

Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Alain SARMENT, Monsieur Daniel ZAIDANI

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Bibi CHANFI

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la saisine du Préfet de Mayotte en date du 22 janvier 2024 ;
- Vu** le rapport n°2024-02092 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission réunie en date du 28 mars 2024 ;

Après en avoir délibéré,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,

## DECIDE

**Article 1 :** de donner un avis favorable au projet de décret portant modification des critères d'accès au dispositif de l'article L. 1803-5 du code des transports appelé « passeport pour la mobilité des études »

**Article 3 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de L'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI





Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 22 janvier 2024

Le préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU



**Objet :** Projet de décret portant modification des critères d'accès au dispositif de l'article L.1803-5 du code des transports.

**P. J : 1**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie le projet de décret portant modification des critères d'accès au dispositif de l'article L.1803-5 du code des transports, élaboré par le ministère de l'intérieur et des outre-mer.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte, **selon la procédure d'urgence**.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

[secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr)  
[consultation@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:consultation@mayotte.pref.gouv.fr)

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **15 jours** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Fait le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général



Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Martin en date du \*\*\*\*\* ;  
Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du \*\*\*\*\* ;  
Vu la saisine du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du \*\*\*\*\* ;  
Vu la saisine du gouvernement de la Polynésie française en date du \*\*\*\*\* ;

**Décète :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Au premier alinéa de l'article D. 1803-4 du code des transports, les mots « vingt-six » sont remplacés par les mots « vingt-huit ».

**Article 2**

A l'article D. 1803-43 du code des transports, les mots « décret n° 2023-1198 du 18 décembre 2023 » sont remplacés par les mots « décret n° ... du... ».

**Article 3**

Le III. de l'article D. 1803-12 du code des transports est supprimé.

**Article 4**

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargé des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'économie, des finances et  
de la souveraineté industrielle et  
numérique,*

Bruno LE MAIRE

*Le ministre de l'intérieur et des  
outre-mer,*

Gérald DARMANIN

*Le ministre délégué auprès du ministre de  
l'économie, des finances et de la  
souveraineté industrielle et numérique,  
chargé des comptes publics,*

XXX

*Le ministre délégué auprès du ministre de  
l'intérieur et des outre-mer, chargé des  
outre-mer,*

XXX